

Orne - Départementale**« La bougeotte a tenu lieu de stratégie de réformes »**

Fidèle soutien à Nicolas Sarkozy depuis 1992, l'ancien ministre du budget explique pourquoi il a été déçu par son action et ses méthodes.

Entretien

Alain Lambert, sénateur UMP de l'Orne

Quels reproches adressez-vous à Nicolas Sarkozy ?

Parlons de ce qui a été réussi : la présidence française de l'Union européenne et la réponse à la crise. Ce n'est pas rien. La grande déception tient au comportement et à la méthode. D'abord un goût immodéré pour le « people » et tous les comportements si éloignés de la vie modeste des Français.

Ensuite ?

L'idée d'ouverture sans limites à la gauche a donné à croire que les bonnes idées ne pouvaient venir de ses propres électeurs. Les principes de notre république ont été bafoués : c'est le Premier ministre qui doit diriger l'action du gouvernement. La bougeotte a tenu lieu de stratégie de réformes. Un sentiment d'improvisation permanente domine. La taxe professionnelle a dû être réécrite par le Parlement. La taxe carbone aboutissait à des aberrations. Les élus locaux ont été stigmatisés. Un débat sulfureux a été ouvert sur l'identité nationale. Quant à la situation des comptes publics, le pire est à venir.

Enfin, le dialogue est devenu impossible. Avoir une idée alternative à celle du Président est perçu comme une offense personnelle. La Cour qui l'entoure l'éloigne de la réalité quotidienne des Français.

Selon vous, a-t-il su tirer les leçons de l'échec de la droite aux élections régionales ?

La récitation du catéchisme présidentiel sur les plateaux de télévision le soir du 1er tour a largement plombé le second. Beaucoup d'électeurs de droite et du centre n'attendaient qu'une seule chose : qu'on leur dise que leur message avait été entendu et qu'il en serait tenu le plus grand compte. A l'inverse, on leur a dit que tout continuerait comme avant.

Nicolas Sarkozy reste-t-il le meilleur candidat de la droite pour 2012 ?

Aujourd'hui, à l'évidence, non. C'est pourquoi il faut lui adresser une alerte maximale. Le redressement est encore possible à condition qu'il accepte de reconnaître qu'il peut et doit améliorer sa gouvernance. J'avais souhaité le lui dire en tête à tête, mais je n'ai pas reçu de réponse à ma demande d'audience. A l'évidence il n'a pas souhaité m'entendre.

Recueilli par

Thierry RICHARD.